

CLASSt. : RAPPORTS

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

ETUDE DES PROBLEMES POSES
A LA COMMERCIALISATION DU BETAIL
DANS LA REGION SUD-OUEST FRONTALIER



RAPPORT DE MISSION

Bangui, Juin 1989

Jean TYC, Expert Consultant

avec la collaboration de

MM : Febou YADAKPA

Aliou BI DJIBO

Alain Le MASSON

Le présent rapport, financé dans le cadre du PNDE sur crédit IDA-FIDA,, a été établi par un expert indépendant pour le compte du Gouvernement de la République Centrafricaine. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de ce dernier, ni celle des bailleurs de fonds.

Problématique de la commercialisation du bétail dans la région
Sud-Ouest de la RCA et en particulier dans la Haute-Sangha.

I - PROBLEME POSE

Suite à une mésentente intervenue au premier trimestre 1988 entre les représentants de la FNEC d'une part, et les marchands de bétail camerounais appuyés par leurs autorités administratives et traditionnelles d'autre part, le florissant marché à bétail de Banga Boumbé a cessé toute activité à partir du mois d'avril 1988. Cette activité n'avait cessé de croître à partir de 1986, avec un volume mensuel de l'ordre de 600 têtes en 1987, et de 700 têtes au premier trimestre 1988. Pendant sa période d'activité, ce marché était fréquenté par les éleveurs de la région pour lesquels il représentait un débouché logique et rémunérateur, mais également et surtout par des commerçants en bétail centrafricains qui drainaient sur ce marché frontalier des animaux en provenance de toute la zone Ouest (Ouham-Pendé, Nana-Mambéré, Est de la Haute-Sangha, Nord-ouest de l'Ombella-M'Poko et de la Lobaye). La part des animaux présentés par les marchands était très majoritaire sur le total (75 à 80 %).

Les acheteurs étaient constitués par des commerçants en bétail camerounais, approvisionnant principalement le marché terminal de Yaoundé distant seulement de 400 Km en ligne directe et de 500 Km en empruntant en camion les routes principales.

La cessation d'activité a porté un préjudice réel aux éleveurs locaux, aux commerçants en bétail centrafricains, à la FNEC et à l'Etat (pertes des taxes de marché et des taxes d'exportation).

Suite à une étude effectuée par une commission tri-partite (MDR, PNDE, FNEC), un projet de relance de la commercialisation du bétail dans la région, a été soumis aux bailleurs de fonds du PNDE lors de la mission de supervision du mois de Mai 1989. Ce projet envisageait le déblocage d'un fonds de roulement commercial de 85 millions de Francs CFA, sous forme d'emprunt par la FNEC au fonds de développement de l'élevage (FDE), permettant de lancer des opérations de commercialisation du bétail en direction des villes de Bangui d'une part, et de Carnot, Berberati et Nola d'autre part. La Mission de supervision a suggéré dans son aide-mémoire qu'une expertise complémentaire soit rapidement effectuée avec l'appui d'un consultant spécialisé. Le résultat de cette expertise fait l'objet du présent rapport.

II - COMPOSITION ET DEROULEMENT DE LA MISSION

La Mission d'expertise, conduite par M. Jean TYC, consultant, spécialiste des problèmes d'élevage et de commercialisation du bétail et de la viande, comportait les collaborateurs suivants :

- M. Febou-Yadakpa, chef du Service Commercialisation (ANDE)
- M. Aliou Bidjibo, Directeur Animation Mutualiste (FNEC)
- M. Alain Le Masson, co-Directeur de l'Animation Mutualiste (FNEC).

La Mission sur le terrain s'est déroulée du samedi 3 au vendredi 9 juin 1989 selon l'itinéraire suivant : Bangui-Baoro-Bouar-Carnot-Berbérati-Gamboula-Banga-Boumbé-Bombo-AmadaGaza-Berbérati-Nola-Salo-Carnot-Baoro-Bouar-Bangui.

Elle a été complétée par des travaux annexes effectués au marché à bétail du PK 12 à Bangui à l'abattoir de Bangui ainsi qu'à M'Baiki et Boda. Elle a permis de recueillir des renseignements détaillés et nombreux auprès de tous les opérateurs de la filière bétail-viande et en particulier les éleveurs, les représentants de la FNEC, les agents de tous niveaux de l'ANDE, les commerçants en bétail, les convoyeurs, les bouchers.

Des enquêtes précises sur les prix avec pesées des carcasses ont pu être effectuées à Bangui, Bouar, Carnot, Berberati, Nola, Salo, et M'Baiki.

III - DIAGNOSTIC PRINCIPAL

3.1 - Analyse au Niveau de la Production et de la Commercialisation par les Eleveurs.

Un certain marasme commercial est effectivement perceptible dans l'ensemble de la zone Ouest du pays, Banga Boubé n'en est qu'une manifestation plus spectaculaire que les autres, car une baisse relative des prix est sensible partout ailleurs, au niveau des marchés et des abattoirs comme à celui des campements.

Ce phénomène conjoncturel semble lié à plusieurs causes concomitantes :

- Refus des marchands camerounais de limiter leurs activités à l'achat du bétail sur les marchés frontaliers. Ces commerçants avaient autrefois l'habitude de prospecter les éleveurs bien à l'intérieur de la zone Ouest. Les pressions exercées par la FNEC pour d'une part les cantonner sur les marchés frontaliers et d'autre part les obliger à s'acquitter des droits d'exportation, pourtant très raisonnables (1500 FCFA par tête), les ont amenés à attendre le bétail centrafricain de l'autre côté de la frontière où de nouveaux marchés ont été créés à cet effet.

- Baisse de la demande solvable chez le principal acheteur de la sous-région : le Nigéria, suite aux réformes monétaires et à la chute brutale de la valeur de la monnaie. Compte tenu de son poids dans l'économie sous-régionale, cette baisse des prix à l'importation au Nigéria a eu des répercussions chez tous les fournisseurs (Tchad, Niger, Bénin, Burkina Faso, Cameroun et RCA).

Cependant, baisse des prix ne veut pas dire mévente :

la demande existe toujours mais à des niveaux de prix moins élevés. Néanmoins, ce phénomène a certainement influencé l'attitude des commerçants camerounais, moins incités que par le passé à venir jusque dans la Lobaye et l'Ombella-M'Poko se procurer du bétail de première qualité.

Ce phénomène n'a pas été compensé par un accroissement important du marché intérieur qui, bien qu'actif est plus caractérisé par sa stabilité que par une rapide expansion (cf évolution des abattages contrôlés des grands centres).

A quand remonte la baisse des prix ? Il est difficile de répondre avec précision à cette question car les renseignements objectifs et les données précises manquent (absence quasi complète d'enquêtes avec pesée des animaux ou des carcasses). Les mercuriales publiées, par catégories d'animaux, sont trop imprécises pour être exploitables. En effet, dans une même catégorie, par exemple celle des boeufs castrés adultes, la gamme des poids vifs peut aller de 350 à 600 Kg et plus, soit une variabilité (70 %) bien supérieure à celle des prix. Il en est de même dans les autres catégories. Seules des enquêtes répétitives, menées au stade des marchés et des abattoirs (Bangui, centres urbains provinciaux et petites localités) du type de celle que nous avons effectué pendant quelques jours pourraient fournir des éléments objectifs et fiables (cf propositions).

Cependant, les interrogatoires menés au cours de la mission et les éléments partiels que nous avons pu recueillir, permettent d'avancer l'hypothèse suivante :

- une première baisse des prix, dans l'Ouest, est intervenue entre 1985 et début 1986, elle aurait été de l'ordre de 10 % du prix payé à l'éleveur pour le bon bétail de type export, le castré adulte de référence (400 Kg vif) passant à cette période de 140 000 à 125 000 Frs CFA. Elle serait principalement imputable à la crise économique et financière du Nigéria.

- Une deuxième baisse serait intervenue depuis 1988, du même ordre de grandeur, ramenant le prix au producteur, pour le même animal, à 110.000 - 115.000 Frs CFA en mai-juin 1989. On est en droit de l'imputer au différend commercial entre les opérateurs centrafricains et camerounais de la filière.

Traduit en prix au Kg vif, ce mouvement à la baisse aurait ramené le Kg vif de bon bétail (mâles adultes castrés ou entiers, vaches stériles) de 350 Frs à 280 FCFA (-20 %) en quatre ans. Il est probable que les prix des autres catégories d'animaux, plus orientées vers le marché national, a connu un mouvement comparable.

Cette baisse, très ressentie par les éleveurs qui sont unanimes pour en faire état dans chaque interview, n'a pas provoqué de rétention de bétail, en particulier au niveau des petits et moyens propriétaires. En effet, pour ces derniers, la commercialisation de leur disponible est une obligation, c'est le seul moyen de faire face aux besoins essentiels aussi bien ménagers que relatifs à leurs exploitations (produits vétérinaires, sel). Par contre, ce fléchissement du revenu bétail a certainement orienté de plus nombreux exploitants vers la diversification de leur production et les a amenés à démarrer ou développer les cultures vivrières.

Dans la partie centrale de la zone Ouest, la commercialisation du bétail semble s'être orientée, plus que par le passé, vers les marchés de consommation nationaux (Bangui et villes de provinces). A Bangui, ce mouvement a bénéficié d'une diminution sensible de l'arrivée d'animaux de boucherie en provenance du Tchad et à une disparition quasi totale de ceux en provenance du Soudan. Cela se traduit, entre autres, par un accroissement significatif du poids moyen des animaux abattus, les zébus centrafricains (Bororo en majorité, mais également Gudali, Chari, Aku) étant sensiblement plus lourds que les animaux importés.

Dans la zone frontalière (Ouest et Nord-ouest) le flux à l'exportation s'est cependant certainement maintenu, mais de façon encore moins contrôlée qu'avant. Pour le vérifier avec certitude, il faudrait disposer d'éléments chiffrés sur la fréquentation des marchés frontaliers camerounais, malheureusement nous n'avons ni le mandat, ni les moyens de nous livrer à une telle enquête.

Cette situation est dommageable à plusieurs titres :

- pour la FNEC et pour les finances publiques en particulier le FDE, elle entraîne des pertes importantes de recettes (taxe de marché, taxe d'exportation) ;

- pour le producteur, l'exportation clandestine et en ordre dispersé de son bétail comporte beaucoup d'inconvénients et de risques ; démunis de laissez-passer sanitaire, il peut à tout moment être menacé de saisie de son bétail (en particulier en arrivant sur le territoire camerounais), il va vendre en position

de faiblesse, les acheteurs étant conscients qu'il ne prendra pas le risque supplémentaire de ramener le bétail à son campement.

Il y a donc lieu de rechercher des solutions, même temporaires et partielles à cet état de fait (cf propositions).

3.2 - ANALYSE AU NIVEAU DES DEBOUCHES

3.2.1 - Débouchés à l'exportation

Dans la situation présente, le seul débouché est constitué par le Cameroun et à travers lui, par le Nigéria. Pour ce dernier, la situation n'a guère évolué et seule une amélioration des finances extérieures, elle-même liée à un accroissement des recettes pétrolières, lui permettrait de mieux satisfaire ses énormes besoins en viande, donc de se porter acheteur de bétail de boucherie à des prix et dans des conditions de règlements acceptables par les commerçants en bétail. En ce qui concerne le Cameroun, des mesures récentes visant à protéger la production nationale (et par la même occasion, la production sous-régionale) contre la concurrence parfaitement déloyale faite par les viandes congelées d'origine extra-africaine, commenceraient à porter des fruits. Les abattages des grands centres de consommation (Douala, Yaoundé) seraient en nette augmentation. Malheureusement, nous manquons d'informations précises pour juger de l'ampleur de ce phénomène et donc des réactions qu'il peut, à court terme, provoquer en RCA. Un diagnostic rapide à ce sujet serait particulièrement utile.

On peut s'étonner et regretter que le bureau élevage d'un organisme économique régional installé à Bangui, ne soit pas en mesure de fournir le moindre élément d'information à ce sujet.

Enfin, il faut souligner qu'un client, autrefois actif, pourrait à court terme présenter d'intéressantes perspectives. Il s'agit du Congo-Brazzaville. Ce pays, très déficitaire en viande, a importé, à la meilleure époque, jusqu'à 15 000 têtes de bétail centrafricain par an, transportées par voie fluviale de Bangui à Brazzaville. Interrompu pour de multiples raisons, dont en particulier la concurrence des viandes congelées, ce circuit a timidement repris en 1988. Nous formulerons des propositions visant à le ré-activer.

3.2.2 - Débouchés intérieurs

Pour la région que nous avons été chargés d'étudier. Les débouchés intérieurs sont essentiellement constitués par les abattages commerciaux destinés au ravitaillement des populations urbaines et semi-urbaines de l'Ouest. La ville de Bangui ne fait pas logiquement partie des marchés de consommation économiquement atteignables par les animaux produits à l'Ouest de la rivière Nana-Mambéré. En effet, Bangui est à 450 Km, à vol d'oiseau, de Banga-Boumbé par exemple, mais beaucoup plus en réalité, compte tenu des obstacles naturels infranchissables par les convois de bovins. Des zones d'élevage de la Haute-Sangha et du sud de la Nana-Mambéré, il faut compter 600 Km pour atteindre Bangui. Au rythme moyen que nous avons pu déterminer en analysant de nombreux laissez-passer et qui est de 20 Km par jour, il faut donc compter 30 jours pour atteindre le marché de Bangui, à condition que rien n'entrave ou ne ralentisse la marche du convoi. Ce délai est donc 50 % plus long que celui nécessaire pour atteindre Yaoundé, l'accroissement du coût étant au moins proportionnel.

Le débouché intérieur offert à la production de cette région est donc constitué par la consommation des villes et des villages de l'axe Baoro-Carnot-Berberati-Nola-Salo et du tronçon Berberati-Gamboula. Nous n'avons pas pu faire une étude exhaustive des besoins de ces axes, mais par contre nous avons pu enquêter dans les centres principaux et recueillir des informations complémentaires sur certains villages (cf. documents présentés en annexe).

Les abattages des centres urbains principaux de Baoro, Carnot, Berberati, Gamboula et Nola ont atteint 10 000 têtes de bovins en 1988, en assez sensible progression par rapport à 1987 (cf. fiches détaillées par centre urbain présentées en Annexe).

Les abattages des centres secondaires et des gros villages, sont plus difficiles à préciser car il n'existe pas partout (loin s'en faut) de possibilités de contrôle. Cependant, ces abattages "ruraux" sont importants en particulier dans la partie diamantifère de l'axe étudié. Dans tous les gros villages, des bouchers sont installés de façon permanente et abattent régulièrement du bétail (de 1 bovin par semaine à 1 ou 2 par jour). En l'absence d'une enquête précise (facile à exécuter), on peut cependant formuler une estimation sur un volume d'abattages commerciaux annuels de l'ordre de 4 000 bovins sur les deux axes étudiés.

Au total, ce sont donc 14 000 bovins nécessaires, correspondant à la production commercialisée (8,5 %) d'un cheptel de 170 000 têtes. Ce cheptel, nécessaire à cette production, est très supérieur à celui de la zone considérée. En effet, le cheptel total des secteurs de Baoro, Carnot, Berberati, Gamboula et Nola

est estimé à 83 000 têtes (saison des pluies 1988). Le nombre des éleveurs recensés par les chefs de secteurs et chefs de postes s'élevant pour les cinq secteurs à 711, auxquels il convient de rajouter quelques éleveurs arrivés récemment du Nord ou même du Cameroun (Gamboula).

Le cheptel de cette sous-région est donc largement insuffisant pour assurer la fourniture d'animaux correspondant aux abattages commerciaux recensés (10 000) ou estimés (14 000) et cela sans tenir compte des abattages de brousse et du bétail exporté sur le Cameroun. Le taux de couverture des abattages commerciaux par la production du cheptel de résidence, serait théoriquement de l'ordre de 50 %, mais certainement moins si l'on tient compte des exportations.

Le ravitaillement de la sous-région est nécessairement largement complété par des transferts en provenance du Nord (Ouham-Pendé et Nana-Mambéré), du Nord-Est (Ouham) et du Centre (région Ouest de l'Ombella-M'Poko).

Ces transferts, qui transitent majoritairement par Baoro et Carnot, sont de l'ordre de 7 000 têtes par an, auxquelles s'ajoutent des animaux destinés à l'exportation.

Baoro, par exemple a contrôlé au passage, à destination de l'axe sud, 6 660 têtes en 1988, auxquelles s'ajoutent 3 000 têtes prenant un premier laisser-passer d'origine dans ce secteur, soit au total environ 10 000 têtes. A ce nombre, il convient d'ajouter des animaux en provenance de Yaloké, Yeremo et Bossembélé qui, à la saison sèche, peuvent rejoindre Carnot ou Berbérati, sans faire le détour par Baoro.

En conclusion, il faut retenir que la sous-région Ouest frontalière, objet de ce diagnostic, est structurellement déficitaire en bétail bovin. Si l'on tient compte de l'exportation d'une partie de son disponible annuel (1500 têtes sur 7000), les besoins en bétail de boucherie ne sont couverts qu'à 40 % par la production locale, le complément devant être amené des régions voisines limitrophes du Nord et de l'Est.

En première analyse, basée uniquement sur la comparaison ressources-emplois, il est donc illusoire de vouloir inverser des circuits et drainer, par exemple sur Bangui, des animaux en provenance de cette sous-région. Nous verrons au paragraphe suivant que l'observation précise du niveau des prix confirme cette première analyse.

3.2.3 - Le niveau des prix dans la zone étudiée

Notre enquête nous a permis de déterminer, avec un degré de précision acceptable, le niveau des prix du bétail bovin pratiqué dans la sous-région étudiée en juin 1989. Il s'agit de prix au stade marchés terminaux-abattoirs, que nous exprimerons sous la forme de prix au Kg net sur pied. Le prix du Kg net sur pied est obtenu en divisant le prix à la tête du bovin, par le nombre de Kg de carcasse que l'on obtiendra après son abattage (ou, en cas d'estimation, que l'on pense en obtenir).

Compte tenu du rendement moyen du bétail zébu, très proche de 50 % (45 % pour les moins bonnes bêtes à 53 % pour les meilleures et même 55 % pour les animaux embouchés), le prix du Kg net sur pied est le double du prix au Kg vif. Par contre, il ne faut pas le confondre avec le prix carcasse, ce dernier

intégrant l'ensemble des frais des bouchers abattant jusqu'au stade "crochets abattoirs", ainsi que la valorisation, souvent très importante du cinquième quartier. Selon l'importance respective de ces frais et de ces recettes, le prix carcasse peut être supérieur ou inférieur au prix du Kg net sur pied.

L'enquête menée a permis de constater les prix du bétail à Bouar, Carnot, Berbérati, Nola et Salo ainsi qu'à Bangui et à M'Baiki. Cependant, les résultats obtenus à Nola sont sujets à caution, car dans cette localité, les bouchers sont particulièrement puissants et il n'a pas été possible de recouper, comme dans les autres localités, leur déclaration à celles fournies par les marchands ou éleveurs. Les résultats à Nola ne sont donc pas fiables.

Lieu	Nb de têtes pesées	Prix moyen unitaire	Pds moyen /carcasse	Prix au Kg net sur pied
Bouar	11	54.500	137	400
Carnot	9	81.300	160	508
Berbérati	15	87.000	158	550
Nola	3	(168.000)	198	(850)
Salo	1	80.000	143	560

On constate que, très logiquement, les prix augmentent du Nord au Sud, des zones les plus excédentaires aux zones les plus déficitaires.

Compte tenu des conditions de réalisation de cette mini enquête, on peut affirmer que les résultats les plus représentatifs sont ceux obtenus à Carnot et Berbérati : conditions d'enquête comparables, présence des vendeurs et des

acheteurs au moment de la détermination du prix, bétail homogène. Le prix du bovin pesé à Salo est lui représentatif d'un circuit ultra-court (éleveur-boucher), l'opération s'étant déroulée devant nous à 15 Km au Nord de Salo. Elle concernait un taureau Bororo de 3 ans, de bonne qualité.

Le prix constaté à Bouar est, à notre avis, également très représentatif, mais il concerne des animaux de qualité et de poids sensiblement inférieurs (vieilles vaches, taurillons), ne correspondant ni à un circuit d'expédition vers le Sud, ni à fortiori à du bétail export.

On peut comparer le prix observé à Bouar avec celui résultant d'une enquête menée en juin 1987 dans le cadre du rapport Agriswiss (Projet de valorisation de la production bovine en RCA). En effectuant les ajustements nécessités par un mode d'observation et de calcul différent, on obtient pour le bétail de boucherie à Bouar à cette époque, un prix de 455 frs du Kg net sur pied. La baisse sur cette dernière période de 2 ans serait donc confirmée, avec une amplitude de 12 %.

En résumé, on peut estimer, qu'à l'époque de notre enquête le prix du Kg net sur pied sur l'axe Carnot-Berbérati-Nola était compris entre 500 et 560 frs au stade marché final.

Pour le bétail produit localement, et qui fait donc l'objet d'un circuit très court, cela correspond à un prix éleveur (au campement) de l'ordre de 250 frs le Kg vif. Ramené à la tête de bon bétail cela donne les prix suivants :

- taureau - 4 ans.....	80.000 FCFA
- vache stérile - 6 ans.....	70.000
- castré de 6 ans.....	100.000
- castré ou taureau de 8 ans.....	120.000

Les taurillons de 18 mois se négociant à 30.000 frs la pièce (150 Kg à 200 frs) et les vaches de réforme à 40.000 - 45.000 (220 Kg à 180-210 FCFA le Kg vif).

Dans ces circuits très courts, entre le producteur et le boucher, dont l'amplitude géographique ne dépasse pas quelques dizaines de kilomètres et où il n'y a parfois aucun intermédiaire (1), la marge entre le prix producteur et le prix niveau abattoir est minime, comprise entre 0 (vente directe) et 4.000 frs par tête (5 %), s'il y a intervention d'un collecteur et convoyage d'une journée.

Soulignons que les prix proposés ci-dessus et déduits de l'enquête menée en juin 1989 correspondent, par catégorie, de façon très satisfaisante à ceux recueillis auprès des éleveurs de cette même région, en particulier au GIP de Bombo (17 Km du marché de Banga-Boumbé). On nous a en particulier fourni les prix de quelques animaux vendus la semaine précédente au marché camerounais de Gbiti (2) :

(1) Cas fréquent, comme nous avons pu nous-même l'observer sur la route Berbérati-Gamboula et à proximité de Salo.

(2) Après regroupement par les éleveurs du GIP d'un lot de 60 têtes au parc de Banga-Boumbé et paiement de la taxe d'exportation.

- taurillon	2 ans	40.000
- castré	3 ans	73.000
- castré	7 ans	110.000
- vache	5 ans	65.000

En conclusion, nous retiendrons donc comme représentatif de la région Sud-Ouest Frontalière, un prix producteur de 250 frs le Kg vif et admettrons que des prix de l'ordre de 300 à 320 frs le Kg vif avaient été pratiqués dans cette même zone à la meilleure époque de 1984-1985. Pour dommageable et regrettable qu'elle soit pour le producteur, cette baisse de 20 % n'est cependant pas assimilable à un effondrement du marché.

3.2.4 - LES PRIX A BANGUI ET DANS LA LOBAYE

a) Les prix à Bangui

Une enquête sur les prix du bétail à Bangui, utilisant une méthode similaire à celle employée dans la zone Ouest a été menée du 17 mai au 24 juin 1989. Les prix du bétail ont été observés au marché du P.K 12 par interrogatoire des vendeurs et des acheteurs, les animaux identifiés et les carcasses pesées le jour même ou le lendemain, à l'abattoir de Bangui. L'enquête a porté au total sur 350 bovins.

Durant la période de l'enquête et plus particulièrement du 20 mai au 3 juin, le marché du P.K 12 a enregistré une brève crise d'approvisionnement (1). Les effets de cette mini crise ont

(1) Des contrôles d'identités et des interpellations effectués dans le cadre de la lutte contre l'insécurité, ont effrayé certains marchands et convoyeurs qui ont préféré attendre, en brousse avec leur troupeau, le retour au calme...

été parfaitement enregistrés par l'enquête avec une hausse des prix de l'ordre de 25 à 30 % pendant quelques jours. Le retour en masse du bétail à partir du 10 juin a, au contraire, entraîné une forte chute des cours. Depuis, ces derniers semblent se stabiliser à un niveau légèrement supérieur à celui observé le 17 mai ; niveau que l'on peut considérer comme normal : 470 - 475 frs du Kg net sur pied.

La synthèse des résultats de l'enquête est présentée dans le tableau suivant :

BANGUI

Marché à bétail du PK 12

Détermination du prix du Kg net sur pied (1) et évolution de ce prix en mai-juin 1989.

Dates	Nb d'animaux enquêtés	Prix moyen frs/tête	Pds moyen Kg carcasse	Px au Kg net sur pied
17/05	47	76.000	179	425
21/05	26	73.000	147	497
1/06	4	83.000	161	518 *
1/06	27	57.000	127	450 **
3/06	47	88.000	166	530
4/06	20	84.000	166	506
7/06	34	77.000	159	485
10/06	49	86.000	218	393
14/06	23	91.000	192	474
15/06	5	94.000	196	482
17/06	37	85.000	181	470
24/06	32	89.000	198	450

(1) Le prix du Kg net sur pied est obtenu en divisant le prix unitaire de l'animal par le nombre de Kg de viande carcasse que l'on pense en obtenir (estimation) ou que l'on en obtient (après pesée suivant l'abattage). Ce prix ne comprend ni les frais de transformation, ni la valorisation du 5ème quartier.

* Animaux vendus par des marchands privés

** Animaux vendus par la FNEC

En conclusion, on constate que les prix pratiqués à Bangui, pour des animaux de bonne qualité. Affichant des poids carcasses élevés, sont significativement inférieurs à ceux observés, à la même époque dans la zone de notre étude. Rappelons qu'il s'agit d'observations strictement comparables, concernant des animaux au même stade de la filière de commercialisation. Le prix moyen de Bangui est inférieur d'au moins 10 % à celui de Carnot-Berbérati. A la tête d'animal, cela se traduit par les chiffres suivants :

- castré de 400 Kg vif : * Bangui 95.000 frs
- * Berbérati... 110.000 frs

L'enquête sur les prix confirme donc les conclusions tirées de la comparaison des ressources et des emplois. Il est pour l'instant illusoire et anti-économique de vouloir drainer sur Bangui des animaux en provenance de la sous-région Sud-ouest frontalière que nous avons mandat d'étudier.

b) Les prix dans la Lobaye

Une enquête complémentaire a été effectuée à M'Baïki, selon les mêmes méthodes, la pesée a porté sur 3 carcasses et a donné le résultat suivant :

- prix moyen des animaux : 106.500 Frs
- poids moyen des carcasses : 200 Kg
- prix du Kg net sur pied : 532 Frs

Nous nous trouvons donc là, dans une zone assez fortement consommatrice (cf en annexe les abattages contrôlés de M'Baïki, Boda, Baboua) et largement déficitaire pour son approvisionnement en viande bovine. Cette zone affiche un niveau de prix intermédiaire entre Bangui et la zone Sud-ouest. L'offre

en bétail de boucherie par les éleveurs résidents, ne doit pas dépasser 3.000 têtes par an, alors que la demande des seules agglomérations de M'Baïki (1.000 têtes), Boda (828 têtes) et Baboua (170 têtes) atteint déjà 2.000 têtes et que des abattages réguliers ont lieu dans de très nombreux autres petits centres et villages (60 bouchers patentés dans le secteur de M'Baïki, pas moins de 20 dans celui de Boda). Ce déficit est comblé par des arrivages de bétail en provenance en particulier de Bangui. En 1988, 20 % des animaux arrivant à M'Baïki avaient transité par Bangui, ce pourcentage est passé à 56 % pour les cinq premiers mois de 1989. Cette évolution reflète bien le différentiel existant sur le niveau des prix.

3.3 CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC PRINCIPAL

- Une baisse des prix, au stade de la production comme à celui des marchés (Bouar par exemple), a bien eu lieu depuis quatre ans. Elle est de l'ordre de 20 % pour l'ensemble du bétail.

- Cette baisse des prix a entraîné une perte de revenus pour les éleveurs mais n'a pas provoqué de réelle mévente. Les petits et moyens éleveurs ne sont pas en mesure de stocker du bétail, et la baisse des prix a toujours pour conséquence d'accroître l'exploitation car il faut vendre plus de bétail pour s'assurer du même revenu ; beaucoup de dépenses étant incompressibles.

- Le conflit latent au sein de la filière exportation, entre opérateurs (et autorités) centrafricains et camerounais a augmenté le caractère incontrôlé (clandestin) des exportations,

portant préjudice à l'économie centrafricaine (perte de taxes) et aux éleveurs forcés de vendre en position plus faible de l'autre côté de la frontière.

- Il n'existe pas de solution miracle à ce problème et en particulier il serait illusoire de tenter d'inverser les circuits et de ramener du bétail de cette sous-région frontalière vers le marché central de Bangui.

- En effet, les prix à Bangui sont significativement moins élevés que dans la sous-région étudiée et les frais d'approche seraient largement supérieurs, diminuant d'autant le prix qu'il serait possible de payer à l'éleveur.

- Nous déconseillons formellement à l'ANDE, à la FNEC et aux regroupements d'éleveurs de la région Sud-Ouest frontalière, de tenter une telle opération.

- En ce qui concerne le ravitaillement des centres urbains de l'axe Baoro-Nola, il s'effectue très normalement soit avec du bétail local (circuit court ou ultra-court), soit avec du bétail en provenance du Nord et des régions limitrophes Est. Il n'y a pas d'actions particulières à entreprendre. Tout apport, plus ou moins artificiel, de bétail supplémentaire risquerait de provoquer un effondrement des cours. Le niveau actuel des prix peut être considéré comme favorable aux éleveurs si on le compare à celui des zones Nord, Centre et Est.

- Les actions et interventions à entreprendre sont donc limitées et nous les évoquerons au chapitre consacré aux propositions.

IV - PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1 - AU NIVEAU DES ELEVEURS DE LA REGION OUEST FRONTALIERE

En prenant acte de la mauvaise volonté affichée par les commerçants et certaines autorités traditionnelles du pays voisin, la seule solution pragmatique à encourager est de favoriser au sein des groupements d'éleveurs un mouvement de coopération leur permettant de se présenter unis et non pas en ordre dispersé, sur le marché frontalier camerounais. Une telle opération a déjà été effectuée spontanément à Banga-Boumbé le 31 mai 1989, elle a porté sur 60 têtes, regroupées au parc à bétail la veille du marché de Biti. Après paiement des taxes d'exportation au représentant de la FNEC, le bétail a été conduit au Cameroun. La traversée a eu lieu à 9 h 00. A midi tous les animaux étaient vendus et payés au comptant. Même si les prix obtenus par les éleveurs ont été inférieurs à leurs espérances (en est-il jamais autrement...) ils peuvent être considérés comme très acceptable et supérieurs à ceux de Bangui le même jour.

Cette opération spontanée doit être encouragée et développée (rôle des agents de l'ANDE et surtout de l'Animation Mutualiste de la FNEC). Les formalités administratives doivent être facilitées.

Il faut bien expliquer aux éleveurs :

- d'une part que le fait de se regrouper les met en meilleure position vis-à-vis des acheteurs ;

- d'autre part que le fait de s'acquitter des taxes centrafricaines et de pouvoir présenter un laissez-passer sanitaire, les protège d'interventions plus ou moins arbitraires de la part des services techniques ou administratifs camerounais.

Par ailleurs, une mesure supplémentaire peut être mise en application, concernant la taxe à l'exportation. On pourrait en effet étudier la possibilité de rembourser à l'éleveur le montant de la taxe perçue, si l'animal présenté n'était pas vendu au Cameroun et donc ré-introduit en Centrafrique. Une telle disposition transitoire nécessiterait une parfaite identification de l'animal. Cette mesure aurait vraisemblablement un effet plus psychologique que pratique, visant à mieux sécuriser l'éleveur centrafricain. Il est peu probable qu'elle soit souvent mise en oeuvre car lorsqu'un éleveur amène un animal au marché, c'est pour le vendre... et pour couvrir des besoins monétaires essentiels et urgents.

4.2 - MESURES A PRENDRE AU NIVEAU NATIONAL

4.2.1 - Mesures d'ordre général

Elles concernent l'organisation des commerçants en bétail centrafricains ou exerçant de façon régulière sur le territoire national et disposant officiellement d'un statut de résident. Nous conseillons de ne pas chercher à exclure ces derniers car si l'on peut vivement souhaiter l'émergence de marchands centrafricains de souche, il faut savoir que ce sera un processus lent et progressif et que ce métier difficile exige un haut degré de professionnalisme et d'expérience. Il exige également la disposition de fonds propres (capital commercial) car les multiples tentatives de financement du circuit sur prêts bancaires, ont partout échoué et les capitaux prêtés jamais remboursés.

Nous sommes obligés de mettre en garde les autorités de tutelle et les organismes financiers contre la tentation d'ouvrir des lignes de crédit à des candidats non expérimentés. Contrairement à beaucoup d'idées courantes, parfois avalisées par des "experts", les marges réelles pratiquées dans le commerce du bétail et de la viande sont en réalité assez faibles, beaucoup plus réduites que ne le prétendent ces "experts" (cf l'annexe consacré à une analyse plus détaillée du marché du bétail et de la viande à Bangui). L'erreur la plus évidente dans le cas de Bangui se trouve dans l'estimation de la valeur finale du produit sur le marché de consommation. La surestimation faite par le rapport Agriswiss (mars 1988) est de l'ordre de 33 %, elle entraîne une série de surestimations en cascade, qui dégagent des marges aussi énormes que fictives.

Il est donc urgent, avant toutes autres mesures, de procéder à :

a) une véritable analyse technique de la filière en identifiant nominalement les opérateurs principaux :

- . commerçants et leurs acheteurs
- . intermédiaires de vente (logeurs)
- . bouchers abattants et leur personnel (chevillards)
- . bouchers détaillants et leurs apprentis.

Ce travail est en cours dans le cadre de l'ANBC et de la future Association des Commerçants en Bétail Centrafricains ; les services spécialisés de l'ANDE doivent apporter dans ce domaine leur collaboration.

b) Une sérieuse analyse économique de cette même filière, en poursuivant sur l'ensemble du pays les travaux d'observation menés ponctuellement au cours de notre mission.

Le service Commercialisation du bétail pourra faire l'essentiel du travail, si nécessaire avec l'aide d'un consultant spécialisé.

Ce n'est qu'au vu de ces travaux, au renforcement de l'ANBC et à la création de l'Association des Commerçants et mandataires en bétail, que d'autres mesures éventuelles pourront être proposées.

4.2.2 - Mesures particulières

Ces mesures concernent la relance des exportations de bétail vivant à destination du Congo-Brazzaville. La réhabilitation d'un tel circuit serait du plus grand intérêt pour l'élevage et la filière bovine centrafricaine. La relance peut se faire dès ces prochaines semaines et un volume significatif de 1000 à 1500 têtes de bovins de qualité (de 350 à 450 Kg vif) pourrait être envisagé pour la campagne 1989 ; ce volume correspondrait à l'expédition de 21 barges (7 convois de 3 barges) d'ici la fin de l'année. Des importateurs congolais se sont déjà manifestés, l'un était présent à Bangui lors de notre mission. Il serait bon d'identifier les autres et de susciter une saine concurrence.

Nous proposons de mettre en place les mesures d'accompagnement suivantes :

a) Réalisation d'une mission de diagnostic du marché représenté par Brazzaville. Une courte mission (4 à 6 jours) pourrait être confiée au Chef du Service Commercialisation de l'ANDE. Bien au

fait des problèmes, il semble parfaitement qualifié pour ce travail qui aurait pour objectif d'identifier et de préciser le créneau ouvert au bétail vif, de déterminer le niveau potentiel des prix (stade avant abattage, exprimé en Kg net sur pied), de contacter les services techniques et administratifs concernés afin de bien appréhender d'éventuelles difficultés et de trouver le moyen de les résoudre ; enfin de contacter des importateurs intéressés, disposant des fonds nécessaires au montage de l'opération. Le bétail, les taxes, les frais d'embarquement et de transport devant être payés au comptant (ou d'avance), le capital nécessaire à l'exportation d'une barge de 70 têtes est de l'ordre de :

- achat du bétail 70 têtes x 100.000 frs	=	7.000.000 frs
- embarquement, taxe export..., 70 x 4000	=	280.000 frs
- transport proprement dit 70 x 10.500 + 35.000	=	770.000 frs

TOTAL		8.050.000 frs

Auxquels il faut rajouter le salaire et le voyage aller-retour des bouviers, l'approvisionnement en fourrage, le gardiennage des animaux avant l'embarquement, les frais de voyage et de séjour de l'importateur. Les capitaux nécessaires à une opération portant sur une barge ne sont certainement pas inférieurs à 9 millions de FCFA. Les candidats à identifier doivent donc disposer d'un capital commercial conséquent ou trouver en RCA des partenaires commerciaux susceptibles de partager la mise de fonds, donc les risques et les bénéfices.

Nous considérons cette mission comme urgente, elle devrait pouvoir être réalisée dans les toutes prochaines semaines.

b) En cas de diagnostic positif, un certain nombre de mesures d'accompagnement d'ordre administratif ou technique devraient être prises.

- Sur le plan administratif

Il faut que des instructions soient données à tous les services intéressés pour faciliter (et non pas retarder) les formalités d'exportation.

- Sur le plan sanitaire

Il convient de mettre au point et d'appliquer un protocole précis. Ce dernier devant être dans toute la mesure du possible approuvé par les autorités vétérinaires congolaises. Il est souhaitable que les animaux soient obligatoirement traités avant l'embarquement et si nécessaire re-vaccinés. Un traitement trypanocide devrait être administré associé à un déparasitage externe (type Pour On Bayticol) afin de protéger les animaux pendant le voyage et la durée d'attente avant abattage à Brazzaville.

- Sur le plan technique

Il serait souhaitable de réaliser un parc d'attente, à proximité du point d'embarquement, permettant de stocker les bovins avant chargement. La SOCATRAF a raison d'insister sur le fait que dans un trafic bien organisé et pour pouvoir tenir des coûts de transport rentables pour les deux parties, les animaux doivent être prêts à embarquer dès que les barges sont

disponibles. Il faut donc disposer d'une structure d'attente, sous la forme d'un parc de stockage où les bêtes pourront être conservées deux à trois jours (1).

Pour le chargement de trois barges complètes, chacune ayant une capacité de 70 à 80 bovins, il faut donc disposer d'un parc pouvant contenir 200 à 250 têtes. L'enclos à construire sera donc de l'ordre de 1 000 m² (carré de 32 mètres de côté). Ce parc débouchera sur un couloir facilitant l'embarquement des boeufs. Un abri pour les bouviers et les gardiens le complètera.

Nous suggérons de confier dès maintenant au Service Génie Civil de l'ANDE, la réalisation d'une petite étude technique (implantation en accord avec les services concernés) assortie d'un devis d'exécution. L'ordre de grandeur de l'investissement serait en première approximation de 2.500.000 FCFA.

Le financement de cet équipement pourrait soit être proposé au FED (dans le cadre du PNDE, rubrique infrastructure-construction de marché), soit financé par un prêt du fonds de Développement de l'Elevage en faveur de la FNEC (maître d'oeuvre). Dans ce dernier cas, la FNEC pourrait rembourser ce prêt en percevant un droit d'usage de l'ordre de 1 000 frs par tête. Compte tenu des perspectives d'activité, le montant de l'investissement serait dans ce cas remboursé en deux campagnes d'exportation.

(1) Un affouragement en bottes d'herbes et l'abreuvement seront à prévoir.

A notre avis, la relance active d'un courant d'exportation par le fleuve, à destination de Brazzaville est d'un intérêt majeur pour l'élevage centrafricain. Ces exportations sont susceptibles de recréer une saine concurrence vis-à-vis de l'acheteur extérieur unique actuellement atteignable.

Bien que le volume prévisible à moyen terme soit relativement modeste, de l'ordre de 6 000 à 8 000 têtes (1), il serait, à notre avis, largement suffisant pour créer cette concurrence. Par ailleurs, vu le mode de transport, ces exportations seraient totalement contrôlées et les taxes afférentes facilement perçues.

La mission a étudié une variante à ce projet, visant à rétablir un courant d'exportation par barges à partir de Salo (voie fluviale de la Sangha). Malheureusement ce circuit semble totalement impraticable, d'une part sur le plan technique (navigabilité insuffisante), mais surtout économique. En effet, l'absence de frêt à la montée (autre que le carburant transporté sur des barges spécialisées), rend l'opération terriblement coûteuse et les tarifs à appliquer par tête de bétail sont triples, voir quadruples de ceux proposés au départ de Bangui. Cette alternative est donc à abandonner.

(1) Ce chiffre devrait pouvoir être précisé par la Mission proposée à Brazzaville.

V - CONCLUSIONS DU RAPPORT

L'analyse détaillée et aussi objective que possible nous avons menée, tant dans la région Ouest frontalière, y compris l'axe Baoro-Nola, que dans la Capitale, ne nous a pas conduit à soutenir les solutions précédemment envisagées. En effet, la création artificielle de circuits Ouest-Est, allant à l'encontre des circuits traditionnels et de la logique économique, risquerait d'entraîner de graves déboires sur le plan financier.

Pour les éleveurs de cette sous-région Sud-Ouest frontalière, dont nous rappellerons qu'elle est structurellement déficitaire en bétail bovin (la consommation dépassant largement la production), la solution à court terme, consiste à se regrouper, à sortir de la clandestinité pour, au contraire, s'appuyer sur la FNEC (Animation Mutualiste en particulier) et sur les agents de l'ANDE, afin de se présenter en force et légalement sur les marchés camerounais les plus proches. Par ailleurs, des démarches au niveau gouvernemental, devraient être envisagées pour régler, au bénéfice de tous, ce conflit localisé.

- Au niveau national, il faut accélérer la structuration des professions concernées, sans exclusive vis-à-vis des opérateurs d'origine étrangère, lorsqu'ils ont prouvé leur sérieux, leur savoir-faire et qu'ils acceptent d'exercer leur profession dans le respect des lois et règlements centrafricains.

- Il est d'autre part souhaitable d'encourager par des mesures d'accompagnement appropriées, la redynamisation du marché d'exportation du bétail sur pied à destination du Congo-Brazzaville. Ce marché, pourrait, comme par le passé, se révéler très porteur et créer une saine concurrence à l'exportation actuelle à destination du Cameroun.

